

Compte rendu

Ouvrage recensé :

ALLISON, Graham T. and Gregory F. TREVERTON (Eds.). *Rethinking America's Security: Beyond Cold War to New World Order*. New York, The American Assembly-Council on Foreign Relations, 1992, 479 p.

par Philippe Le Prestre

Études internationales, vol. 24, n° 3, 1993, p. 721-723.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703231ar>

DOI: 10.7202/703231ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Kennedy, Brejnev-Nixon et Gorbatchev-Bush. Les chapitres cinq et six sont consacrés respectivement aux problèmes de sécurité et aux accords de maîtrise des armements et de désarmement. Les traités et conventions divers suscitent une question de taille, celle du contrôle effectif et du respect des ententes signées.

Le dernier chapitre sur la question allemande débute par la «Déclaration de Postdam» du 2 août 1945 et sera clos par le traité entre la RFA et l'URSS du 9 novembre 1990. On note également que l'Acte de l'unification allemande ne se trouve pas dans ce recueil puisque les derniers textes datent de novembre 1992.

Certes, le rédacteur a attiré l'attention du lecteur qu'il s'agit de la période indiquée en titre, mais comme la plupart des essais ont été publiés au tournant ou au début de la décennie, ils sont soit incomplets, soit dépassés par les événements. Puisque le livre a été publié en 1992, l'auteur, pour rendre le recueil plus actuel, avait la possibilité de reproduire les documents de signification historique.

Il convient de rappeler au rédacteur que l'objet de la science politique est la réalité telle quelle et non pas telle qu'elle devrait être. Que penser de telles affirmations: «des relations entre États-Unis et Union soviétique ont peu de chance, dans l'avenir prévisible, de se restructurer autour de l'antagonisme systématique, du mimétisme stratégique d'autrefois» (no 35). Au lieu de prédire l'avenir, démenti par l'histoire avant la parution du recueil (*i.e.* l'URSS n'existe même plus), il aurait fallu réviser le texte, ou tout simplement s'arrê-

ter sur les faits en 1990.

Il convient de remarquer que la sélection des textes, malgré l'embaras du choix, n'obéit à aucun principe intégrateur, sinon au désir du rédacteur de faire parler des acteurs différents et à reproduire des documents de signification inégale.

On peut également mentionner qu'aucun discours ou document relatif à l'unité européenne (ni les fameuses thèses soviétiques condamnant celle-ci), n'est évoqué dans ce recueil. Malgré ses lacunes, ce volume reste un outil de travail et de référence pour les personnes qui s'intéressent aux relations Est-Ouest.

Paul PILISI

*Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada*

ÉTATS-UNIS

ALLISON, Graham T. and Gregory F. TREVERTON (Eds.). *Rethinking America's Security: Beyond Cold War to New World Order*. New York, The American Assembly-Council on Foreign Relations, 1992, 479 p.

La disparition de la menace soviétique, les nouvelles crises régionales, et l'élection présidentielle ont accentué les tentatives de réflexion sur la place et le rôle des États-Unis dans le monde. L'American Assembly et le Council on Foreign Relations qui ont soutenu la réflexion d'ensemble à laquelle cet ouvrage est consacré, ont permis aux auteurs de réunir un grand nombre de textes analytiques ou polémiques stimulants qui représentent des positions fondées essentiellement sur une pré-

mission d'engagement mondial. Cet ouvrage offre des bases de réflexion fort utiles, tout en se concentrant sur les préférences politiques et l'identification de certaines contraintes plutôt que sur l'explication des décisions ou des processus qui relieront ces contraintes aux choix effectifs ou aux comportements probables.

Les deux premières parties explorent le concept et les composantes de la sécurité nationale, et sont dominées par les contraintes économiques : Peter Peterson insiste sur la primauté des contraintes internes, B. Inman & Daniel Burton sur le développement technologique, et Michael Borrus & John Zysman sur les contraintes externes. Paul Wolfowitz présente le point de vue de l'administration sortante, tandis que Thomas Schelling rejette la plupart des nouvelles menaces, telles que la croissance démographique, les flux migratoires, l'environnement ou les inégalités.

La troisième partie reprend surtout des textes déjà publiés sur la nature du nouveau système international. Charles Krauthammer raisonne à partir de la théorie de la stabilité hégémonique, John Barton & Barry Carter soulignent la nécessité pour les États-Unis de promouvoir le droit international, John Mearsheimer et Henry Kissinger appréhendent un monde plus instable et s'en remettent à une politique d'équilibre des puissances, alors qu'en guise de réponse, Michael Doyle reprend son argumentation sur l'existence d'une union pacifique à protéger, alors que Richard Gardner et Charles & Clifford Kupchan prônent

une approche multilatérale.

Enfin, la quatrième partie de l'ouvrage examine des aspects particuliers des problèmes de sécurité qu'affrontera le nouveau président. Cela va de la structure des forces (William Odom voudrait diminuer les réductions prévues), aux relations avec le Japon (Alan Romberg réitère l'importance d'une alliance renouvelée) et la Russie (pour laquelle Graham Allison et Robert Blackwill se sont faits les promoteurs d'une aide massive), en passant par le Proche-orient (George Ball enjoint de saisir l'occasion). La conclusion recommande de restructurer les institutions de sécurité nationale héritées de la guerre froide pour faire face à ces nouveaux défis.

Tous ces textes sont bien choisis et peuvent être lus, ou relus, avec profit, particulièrement dans le contexte de l'arrivée au pouvoir de l'Administration Clinton. Beaucoup fondent leurs recommandations sur leurs propres travaux universitaires. D'autres, plus modestes, soulèvent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses. On peut cependant regretter l'absence de certaines positions importantes, notamment l'approche culturelle et surtout les arguments néo-isolationnistes (à l'exception de la position modérée de David Hendrickson). Les forces qui façonneront les choix pourraient faire l'objet d'analyses plus approfondies. Les auteurs, comme l'Administration Bush et quantité d'autres observateurs, ont tendance à répéter le mantra de l'engagement international tout en postulant que les décisions résultent de choix délibérés et rationnels, et que l'État est

capable de mettre en œuvre de façon cohérente une définition unique d'une politique de sécurité nationale. Pourtant, comme le soulignent Gregory Treverton et Barbara Bickler dans leur conclusion, l'absence de consensus, l'incapacité de séparer politique intérieure et extérieure, et l'apparition de menaces diffuses engendreront des débats de sécurité qui ressembleront davantage aux débats de politique interne traditionnels : plus compliqués, moins clairs, plus partisans et impliquant davantage d'acteurs. L'influence et le rôle dirigeant du prochain président seront donc cruciaux ; et les futures études des politiques de sécurité devront débiter par une réflexion sur les interactions entre variables individuelles et systémiques.

Philippe LE PRESTRE

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

TUCKER, Robert W. and HENDRICKSON, David C. *The Imperial Temptation. The New World Order and America's Purpose*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1992, 238 p.

Le livre, très dense, de R. Tucker et D. Hendrickson présente le travail de réflexion d'un groupe d'étude, réuni par le Council on Foreign Relations. *Imperial Temptation* caractérise l'attitude du pouvoir américain après deux victoires, successives mais très dissemblables, celle de la fin de la guerre froide et celle de la guerre du Golfe. La première rend possible «un» nouvel ordre mondial, la seconde aide à en préciser quelques caractères.

Les auteurs retiennent surtout la guerre du Golfe à laquelle ils consacrent 11 de leurs 20 chapitres. Ils proposent une longue analyse des motivations américaines ainsi que des formes du conflit. Et ils établissent que le président Bush, s'il voulait faire respecter un principe (celui de réagir contre une agression), a songé probablement davantage à restaurer l'ordre régional du Moyen-Orient. Selon l'évaluation retenue ici, le Président américain a recouru à la force avec excès, même au moment de la phase initiale (août-octobre 1990) quand 270 000 militaires étaient déjà déployés sur le terrain d'opération. Les auteurs discutent à cet effet de la notion d'un «*case for a punitive containment*» (chapitre 8). Curieusement, il est vrai, en même temps qu'ils s'interrogent sur le trop grand emploi de la force, ils s'étonnent que la coalition victorieuse se soit abstenue d'utiliser cette force pour occuper une partie de l'Irak, afin de déposer Saddam Hussein.

La guerre du Golfe retient l'attention parce qu'elle offre un cas concret qui peut aider les États-Unis à définir une politique pour un ordre mondial. Et même si ce nouvel ordre occupe, directement, moins de la moitié du volume, les auteurs le traitent comme le véritable objet de leur étude. Les remous de l'après-guerre froide ne résultent pas d'un cataclysme militaire, cependant comme à la fin de chacun des deux grands conflits mondiaux, les États-Unis se trouvent sollicités pour agir sur une scène internationale profondément bouleversée. Les auteurs rappellent le débat auquel fut confronté W. Wilson en 1919, ils évoquent le consensus réalisé par H. Truman en